



*Gestionnaire
du Réseau de Transport d'Electricité*

**CONVENTION GENERALE N° PE-01-2006
APPLICABLE AUX ACHATS D'ENERGIE
POUR LA COMPENSATION DES PERTES**

Version n° : 1

Date d'Application : 1^{er} octobre 2006

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
1 Objet et champ d'application de la Convention Générale	4
2 Documents contractuels	4
3 Définitions	5
4 Conditions préalables	9
4.1 Qualification par RTE	9
4.2 Rattachement à un Périmètre	10
4.3 Signature d'un accord de participation aux Règles I/E	10
5 Durée de la Convention Générale	10
6 Conclusion d'une Transaction	11
6.1 Communications entre les Parties	11
6.2 Modes dégradés de communication (e-Losses)	11
7 Prix	12
8 Obligation alternative	12
9 Programme de livraison	12
9.1 Programme de Livraison	13
9.2 Programme de Livraison Par Défaut	13
10 Changement d'heure	13
11 Livraison	13
12 Correspondances	13
12.1 Programme de Livraison	13
12.2 Adresses de correspondance	14
13 Facturation et Modalités de paiement	14
13.1 Facturation	14
13.2 Contestation de la facture	14
13.3 Modalités et délai de règlement	15
13.4 Pénalités de retard de paiement	15
14 Incessibilité des droits	15
15 Confidentialité	15

16	Force majeure	16
17	Transfert de propriété	17
18	Résiliation	17
18.1	Résiliation de la Convention Générale pour cause de refus de modification	18
18.2	Résiliation de la Convention Générale pour non-respect des obligations contractuelles ou pour perte de qualification du Fournisseur	18
18.3	Résiliation de la Convention Générale pour fausses déclarations	18
18.4	Résiliation de la Convention Générale par le Fournisseur	18
19	Droit applicable / langue de la Convention Unique	19
20	Règlement des différends	19
ANNEXE A : PROGRAMME DE LIVRAISON (Y COMPRIS LEVEES D'OPTION)		20
ANNEXE B : ADRESSES DE CORRESPONDANCE		21
ANNEXE B1 : informations sur le Fournisseur		21
ANNEXE B2 : adresses de correspondance de RTE		23
ANNEXE C : TRANSACTIONS		25

PREAMBULE

La loi n° 2000-108 du 10 février 2000 modifiée relative au développement et à la modernisation du service public de l'électricité modifiée, et en particulier son article 15 III, confère à RTE la mission de veiller à la compensation des Pertes sur le Réseau Public de Transport.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, RTE compense les Pertes par l'achat du volume d'énergie correspondant, en organisant des consultations ouvertes aux entreprises qualifiées par RTE. Ces consultations sont encadrées par un Règlement de Consultation.

1 OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION GENERALE

La Convention Générale :

- Définit les conditions techniques, commerciales et juridiques de la fourniture d'énergie à RTE par le Fournisseur au titre de la compensation des Pertes du Réseau Public de Transport ;
- Régit l'ensemble des Transactions effectuées entre le Fournisseur et RTE pour la fourniture d'énergie pour la compensation des Pertes du Réseau Public de Transport.

2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels liant les Parties sont les suivants :

- La Convention Générale, le Courrier d'Acceptation, le Courrier de Qualification ;
- L'ensemble des Transactions ;
- Les Règlements de Consultation ;
- Les Règles SI.

Ces pièces constituent l'exclusivité et l'intégralité de l'accord des Parties quant aux conditions applicables entre les Parties pour l'achat d'énergie pour la compensation des pertes.

L'ordre d'importance et d'interprétation de ces différents documents est le suivant par ordre décroissant :

- L'ensemble des Transactions ;
- Les Règlements de Consultation ;
- Le Courrier d'Acceptation et le Courrier de Qualification ;
- La Convention Générale en vigueur au moment de la conclusion de chaque Transaction
- Les Règles SI.

Le Fournisseur déclare être en possession de la Convention Générale et de ses Annexes A, B, et C, en avoir une parfaite connaissance et les accepter sans réserve.

3 DEFINITIONS

Les termes dont la première lettre est en majuscule, utilisés dans la Convention Générale et / ou le Règlement de Consultation, ont la définition qui leur est donnée ci-dessous :

Annexe :	Annexe de la Convention Générale.
Cap :	Plafond du Prix d'Exercice
Convention Générale :	Présente Convention Générale applicable aux achats d'énergie pour la compensation des pertes ainsi que ses Annexes.
Convention Unique :	Convention Générale, Courrier d'Acceptation et Courrier de Qualification, l'ensemble des Règlements de Consultation et des Transactions, ainsi que les Règles SI
Courrier d'Acceptation	Courrier signé par le Fournisseur déclarant accepter dans toutes ses dispositions les stipulations de la Convention Générale telle qu'elle est en vigueur le jour de signature de ce courrier.
Courrier de Qualification	Courrier signé par RTE déclarant accepter la qualification du Fournisseur. Ce courrier contient la référence du Fournisseur (n° d'identification du Fournisseur).
Ecart :	Au sens des Règles RE/MA, différence, dans le Périmètre, entre le total des quantités d'énergie injectées et le total des quantités d'énergie soutirées intégrant l'énergie livrée au titre de la compensation des Pertes.
Exportation :	Livraison d'énergie à partir du Réseau Public de Transport à destination du territoire d'un Etat tiers, y compris les livraisons intra-communautaires.
Fee :	S'ajoute au Prix d'Exercice pour certains Produits Optionnels (dont les Options Horaires).
Fournisseur	Entreprise qualifiée par RTE et pouvant être titulaire de Transactions.
Heure :	Période de soixante (60) minutes. Les références horaires ont pour base l'heure légale française.
Importation :	Livraison d'énergie à destination du Réseau Public de Transport à partir d'un Etat tiers, y compris les acquisitions intra-communautaires.
Jour Ouvré :	Tous les Jours de la Semaine, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés tels que définis à

	l'article L.221-1 du code du travail.
Jour :	Période de vingt-quatre (24) Heures commençant à zéro Heure (0H00min00s) et se terminant à vingt-trois Heures cinquante-neuf minutes et cinquante-neuf secondes (23H59min59s).
Mois :	Période commençant le premier Jour du mois à zéro Heure (00H00min00s) et se terminant le dernier Jour du mois à vingt-trois Heures cinquante-neuf minutes et cinquante-neuf secondes (23H59min59s).
Partie	RTE ou le Fournisseur
Pas Horaire :	Durée d'une Heure. Un Jour compte vingt-quatre (24) Pas Horaires sauf en cas de changement d'Heure légale.
Périmètre :	Ensemble de soutirages et d'injections dont le bilan constitue l'Ecart <i>a posteriori</i> du Responsable d'Equilibre. Ces données sont identifiées à partir des déclarations préalables de rattachement du Responsable d'Equilibre conformément aux Règles RE/MA.
Pertes :	Différence entre : <ul style="list-style-type: none">- Les énergies mesurées aux Points d'Injection sur le Réseau Public de Transport augmentées des Importations ;- Et les énergies mesurées aux Points de Soutirage sur le Réseau Public de Transport augmentées des Exportations.
Point d'Injection :	Point de raccordement au Réseau d'un site d'injection, y compris les moyens de comptage associés.
Point de Soutirage :	Point de raccordement au Réseau d'un site de soutirage, y compris les moyens de comptage associés.
Powernext :	Bourse française en charge du marché de l'électricité.
Prime :	Prix payé en euros au Fournisseur par RTE pour chaque kW mis à disposition sous forme de Produits Optionnels (hors Options Horaires), dont le montant figure dans la Transaction.
Prix d'Exercice :	Prix payé en euros au Fournisseur par RTE pour chaque MWh fourni sous forme de Produits Optionnels, dont le montant est déterminé dans le Règlement de Consultation.
Produit Ferme :	Fourniture à RTE d'une puissance définie au moment de la signature des Transactions pour tous les Pas Horaires de la période considérée.

Produit Optionnel :	Fourniture à RTE d'une puissance variable ou constante sur tous les Pas Horaires de la période considérée. Avant sa mise en œuvre, cette fourniture fait l'objet d'un Programme de Livraison défini par RTE.
Programme de Livraison Par Défaut :	Programme faisant foi en l'absence d'envoi par RTE de Programme de Livraison.
Programme de Livraison :	Programme de RTE pour le Jour J, pour l'énergie à livrer par le Fournisseur au titre de la Transaction et dont le modèle est fourni en Annexe A.
Règlement de Consultation :	Document envoyé par RTE lors de chaque consultation comprenant en annexe, le cas échéant, le document de remise des offres en cas de fonctionnement dégradé de l'application e-Losses et précisant notamment l'objet de la consultation, la définition des produits achetés, les caractéristiques des offres, les critères de recevabilité des offres.
Règles I/E :	Désigne les règles d'accès au Réseau Public de Transport français pour des Importations et des Exportations telles que figurant sur le Site Internet de RTE.
Règles RE/MA :	Désigne les règles relatives au dispositif de Responsable d'Equilibre, au Mécanisme d'Ajustement et à la Programmation telles que figurant sur le Site Internet de RTE.
Règles SI :	Désigne les règles relatives à l'accès au Système d'Information et à l'utilisation des applications de RTE telles que figurant sur le Site Internet de RTE.
Réseau Public de Distribution (RPD) :	Réseau constitué des ouvrages compris dans les concessions de distribution publique d'électricité, en application des articles L. 2224-31 et suivants du code général des collectivités territoriales et de l'article 23 de la loi n°46-628 du 8 avril 1946 modifiée.
Réseau Public de Transport (RPT) :	Réseau public de transport d'électricité électrique tel que visé par le décret n°2005-172 du 22 février 2005 définissant la consistance du réseau public de transport d'électricité et fixant les modalités de classement des ouvrages dans les réseaux publics de transport et de distribution d'énergie.
Réseau :	Réseau Public de Distribution et Réseau Public de Transport français.
Responsable d'Equilibre :	Personne physique ou morale qui est responsable financièrement vis-à-vis de RTE de l'Ecart calculé a posteriori sur son Périmètre dans les termes et

conditions des Règles RE/MA.

RTE

RTE EDF Transport SA, dont le siège social est situé 1 Terrasse Bellini, TSA 41000, 92919 La Défense Cedex, France, Société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2 132 285 690 €, identifiée sous le n° 444 619 258 RCS Nanterre, pris en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

Semaine :

Période de sept (7) Jours commençant le lundi à zéro Heure (00H00min00s) et se terminant le dimanche à vingt-trois Heures cinquante-neuf minutes et cinquante-neuf secondes (23H59min59s).

Site Internet de RTE :

Site Internet de RTE dont l'adresse est <http://www.rte-france.com>

Transaction :

La Transaction matérialise une offre proposée par un fournisseur dans le cadre du Règlement de Consultation et retenue par RTE pour tout ou partie de la puissance proposée.

Pour les Produits Fermes, chaque Transaction est identifiée par une référence, une période de livraison, une puissance retenue et un prix (€ / MWh).

Pour les Produits Optionnels, chaque Transaction est identifiée par une référence, une période de livraison, une puissance, une Prime ou Fee et éventuellement un Cap.

4 CONDITIONS PREALABLES

Les obligations définies aux articles 4.1, 4.2 et 4.3, constituent des conditions cumulatives requises pour l'entrée en vigueur et la validité de la Convention Unique.

4.1 Qualification par RTE

1°) Modalités de qualification

Pour fournir à RTE l'énergie nécessaire à la compensation des Pertes, le Fournisseur doit être qualifié au préalable, et donc remettre toutes les pièces demandées dûment remplies et le cas échéant signées.

La qualification n'est prononcée qu'après :

- réception et analyse de l'ensemble des documents demandés,
- participation probante à une consultation test à travers la plateforme électronique e-Losses,
- test d'accès probants des adresses électroniques sécurisées pour l'application des articles 12.1 (programme de livraison) et 13.1 (facturation).

La qualification résulte de la notification adressée par RTE par lettre recommandée avec accusé de réception sous la forme du Courrier de Qualification. Cette qualification est prononcée après réception et analyse des documents demandés. La qualification du Fournisseur ne peut pas être partielle, c'est-à-dire ne concerner que certains Produits ou certaines périodes.

Un Fournisseur qualifié n'est pas obligé de participer à chacune des consultations, en totalité ou partiellement.

2°) Perte de la qualification,

RTE pourra retirer la qualification du Fournisseur, temporairement ou définitivement, lorsque :

- I - RTE considère que l'un des quelconques engagements prévus par la Convention Générale n'est pas respecté ;
- II - Des modifications importantes de la capacité financière de la société ou du capital social sont intervenues ;
- III - RTE décide que les conditions de qualification sont modifiées, dans les conditions de l'article 5 ;
- IV - Le Fournisseur se trouve dans une des situations suivantes :
 - a) Etat de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire sans habilitation à poursuivre l'activité, de cession judiciaire ou situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales du Fournisseur,
 - b) Situation de non-paiement des cotisations sociales, selon les dispositions légales du pays où le Fournisseur est établi ou celles de la France pour la part de l'activité qui est soumise à ces dernières,

c) Situation de non-paiement des impôts et taxes, selon les dispositions légales du pays où le Fournisseur est établi ou celles de la France pour la part de l'activité qui est soumise à ces dernières,

d) Faute professionnelle grave constatée par tout moyen dont RTE pourra apporter la preuve.

V - Le Fournisseur refuse les modifications de la convention (comme stipulé à l'article 5).

Le retrait de la qualification par RTE entraîne la perte de la qualification par le fournisseur. Il est expressément stipulé que la perte de qualification entraîne la résiliation de la Convention Générale dans les conditions de l'article 18, et dans les limites de l'article 5 ci-après.

4.2 Rattachement à un Périmètre

Pour fournir à RTE l'énergie nécessaire à la compensation des Pertes, la Convention Unique doit être rattachée au Périmètre d'un Responsable d'Equilibre durant toutes les périodes de livraison. Le Fournisseur est tenu d'informer RTE de tout changement de rattachement à un périmètre de Responsable d'Equilibre. Il doit se conformer aux règles RE /MA.

4.3 Signature d'un accord de participation aux Règles I/E

Pour fournir à RTE l'énergie nécessaire à la compensation des Pertes, le Fournisseur doit être titulaire d'un accord de participation aux Règles I/E en cours de validité.

5 DUREE DE LA CONVENTION GENERALE

La présente Convention Générale prend effet à la date notifiée par RTE au Fournisseur à l'aide du Courrier de Qualification. Elle a une durée de validité indéterminée.

Elle peut être modifiée à tout moment par RTE, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis de deux Mois sans modifier pour autant les engagements déjà pris. Durant ce préavis, le Fournisseur aura la possibilité de résilier la Convention Générale, conformément aux modalités stipulées à l'article 18, sans pour autant modifier les engagements qu'il aura déjà souscrits.

Toute modification de la Convention Générale entraînera la création d'une version modifiée avec un numéro de version et une date d'application correspondant. Les anciennes versions seront disponibles sur le Site Internet de RTE.

L'absence de réponse du Fournisseur, et / ou la participation à un appel d'offre après la date d'application de la version modifiée, valent acceptation de l'ensemble des termes de la nouvelle version de la Convention Générale.

Le refus d'une seule des modifications de la Convention Générale par le Fournisseur se traduit automatiquement par le retrait de la qualification de ce dernier, conformément aux modalités stipulées à l'article 18.

Des Transactions réalisées au titre de la Convention Unique peuvent donner lieu à des livraisons d'énergie au-delà de la résiliation de la Convention Générale. Dans ce cas, la Convention Unique continuera de produire ses effets pour les Transactions dont la livraison intervient au-delà de la date de résiliation de la Convention Générale.

Dès publication du bilan et compte de résultat de l'exercice et au plus tard deux mois avant la date anniversaire figurant sur le Courrier de Qualification, le Fournisseur envoie à RTE ces documents. En l'absence de réception de ces documents avant l'expiration de ce délai, RTE se réserve le droit de retirer la qualification au Fournisseur conformément aux modalités stipulées à l'article 18. Le retrait de la qualification par RTE entraîne la perte de la qualification par le fournisseur.

6 CONCLUSION D'UNE TRANSACTION

6.1 Communications entre les Parties

Lors de chaque consultation, RTE communique le Règlement de Consultation au Fournisseur via la plate forme électronique (généralement l'application e-Losses) dans le respect des Règles SI et de leurs annexes.

Le Fournisseur communique les remises d'offres selon le modèle qui figure dans le Règlement de Consultation via la plate forme électronique, dans le respect des Règles SI et de leurs annexes.

RTE communique d'abord les résultats de la consultation et les offres retenues via la plate forme électronique, dans le respect des Règles SI et de leurs annexes. A ce stade, le Fournisseur n'a pas à renvoyer le résultat de la consultation à RTE, il doit attendre la version signée par RTE.

RTE communique ensuite pour signature les Transactions par télécopie, au numéro indiqué dans l'Annexe B1, selon le modèle de l'Annexe C.

La Transaction envoyée par télécopie et signée par RTE marque le début de l'engagement ferme et définitif pour le Fournisseur de livrer les Produits Optionnels ou Fermes et pour RTE de payer le prix convenu.

Cette télécopie est retournée signée par le Fournisseur à RTE dans les plus brefs délais.

6.2 Modes dégradés de communication (e-Losses)

En cas d'incident technique (tout incident sur la plate forme électronique ne permettant pas la remise des réponses à RTE avant l'heure limite de remise des réponses définie par RTE dans le Règlement de Consultation) affectant les systèmes d'information des Parties et ne permettant pas l'accès ou l'utilisation de l'application e-Losses, le fonctionnement dégradé est le suivant :

- En cas d'incident technique affectant le système d'information du Fournisseur lors du déroulement d'une consultation :
 - Le Fournisseur préviendra alors le service achat de RTE par téléphone de l'utilisation de cette procédure au numéro précisé en Annexe B2.
 - Le Fournisseur pourra alors procéder à l'envoi de ses réponses par télécopie. Ces réponses seront envoyées sur le document de secours de remise des réponses type joint au Règlement de Consultation et envoyées par télécopie au service achat de RTE au numéro précisé en Annexe B2. Cette télécopie devra parvenir à RTE avant l'heure

limite de la consultation qui est notifiée dans le Règlement de Consultation ou accessible via l'application e-Losses.

- RTE communiquera les offres retenues aux Fournisseurs par téléphone au numéro précisé sur le document de secours de remise des réponses type joint au Règlement de Consultation et ce à partir de l'heure de remise des réponses notifiée dans le Règlement de Consultation.

En cas d'incident technique affectant le système d'information de RTE :

- RTE se réserve le droit de lancer des consultations dont les offres seront à remettre par télécopie sur le document de secours de remise des réponses type joint au Règlement de Consultation et envoyées par télécopie au service achat de RTE au numéro précisé en Annexe B2. Cette télécopie devra parvenir à RTE avant l'heure limite de remise des réponses à la consultation qui est notifiée dans le Règlement de Consultation.
- RTE communiquera les offres retenues aux Fournisseurs par téléphone au numéro précisé sur le document de secours de remise des réponses type joint au Règlement de Consultation et ce à partir de l'heure de remise des réponses notifiée dans le Règlement de Consultation.

7 PRIX

Sauf indication contraire mentionnée dans le Règlement de Consultation, les prix exprimés en euros hors taxes sont fermes et non révisables.

8 OBLIGATION ALTERNATIVE

Sauf mention contraire dans le Règlement de Consultation, RTE peut demander au Fournisseur de ne pas livrer tout ou Partie de l'énergie relative aux Produits Fermes. Cette information est communiquée à travers le Programme de Livraison.

Lorsque RTE décide de demander la suspension totale ou partielle de la livraison d'énergie de Produits Fermes :

- RTE reste tenu de payer au Fournisseur le montant correspondant aux volumes et aux prix prévus dans les Transactions,
- La charge due par RTE est définie dans le Règlement de Consultation. Cette charge peut être négative.

9 PROGRAMME DE LIVRAISON

Indépendamment des échanges d'informations déterminés à l'article 9.1 ci-après, le Fournisseur et RTE s'échangent, sans engagement de quelque nature et pour quelque cause que ce soit, dans la mesure du possible, toutes les informations dont ils disposent et qui sont de nature à faciliter la livraison d'énergie pour la compensation des Pertes.

9.1 Programme de Livraison

RTE communique au Fournisseur le Programme de Livraison (exemple en Annexe A) au plus tard en J-2, à vingt Heures (20H00) via l'adresse e-mail sécurisée définie à l'article 12.1.

Dans tous les cas, le Programme est transmis selon les modalités de l'article 12.1 ci-après.

9.2 Programme de Livraison Par Défaut

A défaut d'envoi par RTE d'un Programme de Livraison dans les conditions prévues à l'article 9.1 ci-dessus, le Programme de Livraison Par Défaut s'applique.

Pour les Produits Optionnels, le Programme de Livraison Par Défaut correspond à la fourniture d'une puissance de zéro (0) MW pour chaque Pas Horaire de la période considérée.

Pour les Produits Fermes, le Programme de Livraison Par Défaut correspond à la fourniture de la puissance prévue par la Transaction.

10 CHANGEMENT D'HEURE

Les Programmes de Livraison envoyés par RTE comprennent vingt-quatre (24) Pas Horaires.

Lors du jour de passage de l'Heure d'hiver à l'Heure d'été, le Pas Horaire 02h00-03h00 est supprimé par le Fournisseur.

Lors du jour de passage de l'horaire d'été à l'Heure d'hiver, le Pas Horaire 02h00-03h00 est dupliqué par le Fournisseur.

11 LIVRAISON

Au titre de la Convention Unique, la livraison de l'énergie par le Fournisseur doit se faire sur le RPT ou le RPD.

L'énergie achetée par RTE au titre des Transactions est supposée effectivement livrée durant la période de livraison concernée par la Transaction, sauf cas de force majeure comme indiqué dans l'article 16.

Ainsi, conformément aux stipulations des Règles RE/MA, cette énergie est comptabilisée avec le soutirage dans le bilan des Ecart du Responsable d'Equilibre déclaré par le Fournisseur.

12 CORRESPONDANCES

12.1 Programme de Livraison

Le Fournisseur se voit attribuer par RTE une adresse sécurisée spécifique pour l'exécution de la Convention Unique.

Pour ce faire, le Fournisseur doit faire parvenir à RTE le formulaire de demande d'accès aux applications informatiques de RTE (pour le programme de livraison des pertes et les éléments de facturation), impérativement avant ou en même temps que le Courrier d'Acceptation.

L'échange du Programme de Livraison entre le Fournisseur et RTE s'effectue par courrier électronique sécurisé. En cas de problème technique avec le courrier électronique sécurisé, l'échange s'effectue par télécopie.

12.2 Adresses de correspondance

Chaque Partie s'engage à communiquer à l'autre Partie, dans un délai de quinze (15) Jours, toute modification des informations communiquées (en dehors de l'adresse) en Annexe B1 et Annexe B2.

Toute notification d'une Partie à l'autre au titre de la présente Convention Générale sera adressée aux coordonnées mentionnées dans les Annexes :

- B1 (Adresses de correspondance du Fournisseur) ;
- B2 (Adresses de correspondance de RTE).

Tout changement d'adresse doit être notifié par la Partie qui souhaite y procéder, par télécopie. Le changement notifié est pris en compte par l'autre Partie dans un délai maximal de sept (7) Jours.

13 FACTURATION ET MODALITES DE PAIEMENT

13.1 Facturation

A compter du premier Jour du Mois M, le Fournisseur établit une facture ou un avoir sur la base des quantités effectivement livrées pour le Mois M-1. En cas de produit optionnel avec Prime, la facture inclut le montant mensuel de la Prime du mois M-1.

Afin de l'aider dans l'établissement de la facture, RTE envoie au Fournisseur chaque début de mois M les éléments de facturation, relatifs aux quantités effectivement livrées pour le mois M-1 et à leur valorisation. Ces éléments sont transmis via une adresse sécurisée spécifique, qui est attribuée au Fournisseur par RTE. Cette adresse est différente de celle spécifiée à l'article 12.1.

Pour ce faire, le Fournisseur doit faire parvenir à RTE le formulaire de demande d'accès aux applications informatiques de RTE (pour le programme de livraison des pertes et les éléments de facturation), impérativement avant ou en même temps que le Courrier d'Acceptation.

13.2 Contestation de la facture

En cas de contestation de la facture par RTE, les Parties s'engagent à essayer de trouver un accord.

Si les Parties ne parviennent pas à trouver une solution dans le délai de quinze (15) Jours, RTE paye au Fournisseur sur présentation par le Fournisseur d'une nouvelle facture le montant de la facture non contestée.

13.3 Modalités et délai de règlement

RTE règle au Fournisseur le montant de la facture qui lui est adressée. Ce règlement est effectué par virement bancaire dans un délai de trente (30) Jours à compter de la date de réception par RTE de la facture par courrier postal. Pour les Fournisseurs domiciliés hors de France, le règlement s'effectue par virement bancaire dans les mêmes délais.

13.4 Pénalités de retard de paiement

A défaut de paiement intégral des sommes dues qui ne font pas l'objet d'une contestation de la part de RTE dans le délai prévu à l'article 13.2, les sommes dues sont majorées de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, de pénalités égales à une fois et demie le taux d'intérêt légal en vigueur au Jour où le paiement était exigible.

Cet intérêt est calculé à partir du premier Jour suivant la date d'échéance jusqu'à la date de paiement effectif de la facture.

Il appartient au Fournisseur d'établir la facture correspondante.

14 INCESSIBILITE DES DROITS

Le Fournisseur ne peut, sous quelque forme que ce soit, transférer tout ou partie de ses droits et obligations résultant de la Convention Unique sauf accord écrit préalable de RTE.

15 CONFIDENTIALITE

En application de l'article 16 de la loi n°2000-108 du 10 février 2000 modifiée et du décret n°2001-630 du 16 juillet 2001, RTE préserve la confidentialité des informations d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique dont la communication serait de nature à porter atteinte aux règles de concurrence libre et loyale et de non-discrimination imposées par lesdits textes.

En outre, chaque Partie détermine la liste des informations, de tout type et sur tout support, qu'elle considère comme confidentielles.

Sont notamment considérées comme des informations confidentielles :

- Les Annexes de la Convention Générale complétées ;
- Le Courrier d'Acceptation ;
- Le Courrier de Qualification ;
- Toute information concernant la préparation et l'exécution d'une Transaction.

Le Fournisseur s'interdit de faire état de référence commerciale avec RTE.

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires précitées, la Partie destinataire d'une information confidentielle ne peut l'utiliser que dans le cadre de la Convention Unique et ne peut la communiquer à des tiers sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie, et sous réserve que ces tiers prennent les mêmes engagements de confidentialité que ceux définis au présent article.

La Partie destinataire d'une information confidentielle s'engage à prendre, vis à vis de ses salariés, des sous-traitants, et de toute personne physique ou morale qu'elle mandate pour participer à l'exécution des Transactions, toutes les mesures utiles, notamment contractuelles, pour faire respecter par ceux-ci la confidentialité des informations dont ils pourraient avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de la Convention Unique. Elle prend, en outre, toutes les dispositions utiles pour assurer la protection physique de ces informations, y compris lors de l'archivage de celles-ci.

Chaque Partie notifie par écrit, dans les plus brefs délais, à l'autre Partie toute violation ou présomption de violation des obligations découlant du présent article.

Les obligations résultant du présent article ne s'appliquent pas :

- Si la Partie destinataire d'une information confidentielle apporte la preuve que celle-ci, au moment de sa communication, était déjà accessible au public ;
- Si la Partie destinataire apporte la preuve que depuis sa communication, cette information a été reçue par elle, d'un tiers, licitement, sans violation des dispositions du présent article ;
- Si l'information est sollicitée par une autorité administrative (Ministre chargé de l'électricité, Ingénieur en chef chargé du contrôle, Commission de Régulation de l'Energie, Conseil de la concurrence) dans le cadre de l'exercice de ses missions, et seulement pour celle-ci.

Les Parties s'engagent à respecter le présent engagement de confidentialité pendant toute la durée de la Convention Unique et pendant une période de cinq (5) années suivant l'expiration ou la résiliation de celle-ci.

16 FORCE MAJEURE

Un événement de Force Majeure désigne tout événement irrésistible, imprévisible et extérieur, rendant impossible l'exécution de tout ou partie des obligations contractuelles de l'une ou l'autre des Parties.

En outre, les circonstances exceptionnelles suivantes sont assimilées par les Parties à des événements de Force Majeure :

- Les destructions volontaires dues à des actes de guerre, émeutes, pillages, sabotages, attentats ou atteintes délictueuses ;
- Les dommages causés par des faits accidentels et non maîtrisables, imputables à des tiers, tels qu'incendies, explosions ou chutes d'avions ;
- Les catastrophes naturelles au sens de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982, c'est à dire des dommages matériels directs ayant pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ;
- Les phénomènes atmosphériques irrésistibles par leur cause et leur ampleur et auxquels les réseaux électriques, et notamment aériens, sont particulièrement vulnérables (ex. : givre, neige collante, tempête), dès que, lors d'un même Jour et pour la même cause au moins cent mille (100 000) clients, alimentés par le RPT et/ou par le RPD, sont privés d'électricité ;

- Les délestages imposés par les grèves du personnel, dans la seule hypothèse où elles revêtent les caractéristiques de la force majeure ;
- Les mises hors service d'ouvrages imposées par les pouvoirs publics pour des motifs de défense ou de sécurité publique.

Les Parties n'encourent aucune responsabilité et ne sont tenues d'aucune obligation de réparation des dommages subis par l'une ou l'autre du fait de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse de tout ou Partie de leurs obligations contractuelles, lorsque cette inexécution ou cette exécution défectueuse a pour cause la survenance d'un événement de Force Majeure. Les obligations contractuelles concernées des Parties, à l'exception de celle de confidentialité, sont alors suspendues pendant toute la durée de l'événement de Force Majeure.

La Partie qui désire invoquer l'événement de Force Majeure informe l'autre Partie dans les meilleurs délais, en précisant la nature de l'événement de Force Majeure invoqué et sa durée probable.

Toute Partie qui invoque un Evénement de Force Majeure a l'obligation de mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour en limiter sa portée et sa durée.

Si un Evénement de Force Majeure a une durée supérieure à trois (3) Mois, chacune des Parties peut résilier la Convention Unique, sans qu'il en résulte un quelconque droit à indemnité pour l'autre Partie, par l'envoi à l'autre Partie d'une lettre recommandée avec avis de réception. La résiliation prendra effet à l'expiration d'un délai de huit (8) Jours la date de réception de ladite lettre.

17 TRANSFERT DE PROPRIETE

Pour toutes les Transactions, le transfert de la propriété est effectif à la livraison telle que définie à l'article 11 ci-dessus.

18 RESILIATION

A titre liminaire, il est précisé que la résiliation de la Convention Unique a pour effet la fin de toutes les relations contractuelles entre les parties.

Quant à la résiliation de la Convention Générale, si elle rompt les relations contractuelles ici exposées, elle n'a pas d'effet sur les engagements déjà pris. En conséquence, pour les Transactions réalisées au titre de la Convention Unique qui donnent lieu à des livraisons d'énergie au-delà de la résiliation de la Convention Générale, la Convention Unique continuera de produire ses effets pour les Transactions dont la livraison intervient au-delà de la date de résiliation de la Convention Générale.

Toutefois, dans les cas où RTE serait à l'initiative d'un des motifs de résiliation exposés en 18.2 et 18.3 ci-après, il se réserve le droit de demander la résiliation de la Convention Unique, c'est-à-dire de mettre un terme à toutes les relations contractuelles présentes et futures entre les parties.

18.1 Résiliation de la Convention Générale pour cause de refus de modification

En cas de modifications de la Convention Générale telles que prévues à l'Article 5, si le Fournisseur n'accepte pas les modifications proposées par RTE, il peut résilier la Convention Générale moyennant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, qui doit être reçue par RTE avant la date d'application de la version modifiée de la Convention Générale.. La résiliation intervient à la date d'application de la version modifiée de la Convention Générale.

18.2 Résiliation de la Convention Générale pour non-respect des obligations contractuelles ou pour perte de qualification du Fournisseur

Nonobstant l'article 16 relatif à la résiliation en cas de force majeure, la Convention Générale peut être résiliée sur l'initiative de l'une des Parties en cas de non-respect par l'autre Partie de ses obligations contractuelles ainsi que consécutivement à la perte de qualification du Fournisseur.

Cette résiliation est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, et prend effet à l'issue d'un délai spécifié dans ladite lettre. Si la résiliation résulte du non-rattachement à un périmètre de Responsable d'Equilibre de la Convention Unique ou de la perte de qualification du Fournisseur, celle-ci prend effet immédiatement à réception de ladite lettre.

18.3 Résiliation de la Convention Générale pour fausses déclarations

RTE peut résilier la Convention Générale dans le cas où le Fournisseur lui aurait communiqué de fausses informations, notamment quant à sa situation au regard de ses obligations fiscales et sociales.

Cette résiliation est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, et prend effet à l'issue d'un délai spécifié dans ladite lettre. Elle est sans préjudice du droit pour RTE d'engager contre le Fournisseur tout recours qu'il jugerait opportun.

Les dépenses supplémentaires qui viendraient à la charge de RTE en cas de résiliation pour les motifs énoncés aux articles 18.2 et 18.3 seront facturées au Fournisseur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

18.4 Résiliation de la Convention Générale par le Fournisseur

Le Fournisseur peut résilier la Convention Générale, sans motif, par lettre recommandée avec avis de réception. Cette résiliation prend effet deux (2) mois après réception de ladite lettre par RTE.

<i>19 DROIT APPLICABLE / LANGUE DE LA CONVENTION UNIQUE</i>
--

La Convention Unique est régie par le droit français.

Nonobstant toutes traductions qui pourraient en être faites, signées ou non, la langue faisant foi pour l'interprétation et / ou l'exécution de la Convention Unique est le français.

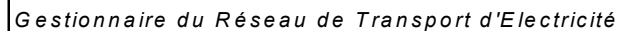
<i>20 REGLEMENT DES DIFFERENDS</i>

En vue de trouver une solution amiable à tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la Convention Unique, les Parties conviennent de se rencontrer dans un délai de dix (10) Jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec avis de réception notifiée par l'une des deux Parties et précisant l'objet du différend.

Si, au terme d'un délai de dix (10) Jours à compter de cette réunion, les Parties ne parviennent pas à une solution amiable, la Partie la plus diligente peut saisir le tribunal compétent, qui sera celui dans le ressort duquel est domicilié RTE.



ANNEXE A : Programme de livraison (y compris levées d'option)



DELIVERY PROGRAMME

TO :

TEL :

e-mail :[illegible]

RTE - CNES
204, Boulevard Anatole France
93206 Saint Denis cedex
TEL : + 33(0)1 41 66 72 29 FAX : + 33 (0)1 41 66 72 30



ANNEXE B : Adresses de correspondance

ANNEXE B1 : INFORMATIONS SUR LE FOURNISSEUR

Identification du Fournisseur

Raison Sociale : _____ Identifiant TVA : _____

SIRET (pour les entreprises françaises seulement) : _____

NAF/NACE (pour les entreprises françaises seulement) : _____

Nom de votre banque : _____

Adresse de votre banque : _____

Code IBAN (International Bank Account Number) : _____

Code SWIFT (aussi appelé BIC – Bank Identifier Code) : _____

Déclaration du Responsable d'Equilibre (RE)

Identité du Responsable d'Equilibre auquel sera rattachée la Convention Unique :

Titulaire de l'Accord de Participation aux Règles RE/MA : _____ Numéro de
l'Accord de Participation aux Règles RE/MA : _____

Ou :

Titulaire d'un accord de rattachement au périmètre d'équilibre d'un fournisseur conforme aux
règle RE/MA : _____

Adresses de correspondance du Fournisseur

1/ Echanges commerciaux

Nom :

Prénom :

Télécopie :

Courriel (e-mail) :

Téléphone :

Adresse postale :

- Pour l'envoi des **contrats à signer par télécopie** :

Nom :

Prénom :

Télécopie :

Courriel (e-mail) :

Téléphone :



2/ Plate-forme électronique (e-Losses)

- Le Fournisseur est tenu d'informer RTE de toute modification de l'une des informations suivantes contenues dans la Fiche Technique d'accès au SI et d'utilisation des Applications de RTE donnant accès à la plate-forme électronique e-Losses :
 - Ajout d'un Responsable de Certificat / Porteur
 - Modification de données concernant l'Utilisateur / le Responsable de Certificat / un Porteur e-Losses existant
 - Suppression de l'Utilisateur / du Responsable de Certificat / d'un Porteur e-Losses existant
 - Perte ou vol de la carte à puce

3/ Programme de Livraison :

- Pour l'application de l'article 9 (programme de livraison) , en cas de problème de l'accès par courriel sécurisé, indiquer les coordonnées complètes **valables pour tous les Jours de l'année :**

Nom :

Prénom :

Télécopie :

Courriel (e-mail) :

Téléphone :

- Pour l'application de l'article 13.3 (**modalités et délais de règlement**) :

Nom :

Prénom :

Télécopie :

Courriel (e-mail) :

Téléphone :

- Pour tout autre **échange d'information** :

Nom :

Prénom :

Télécopie :

Courriel (e-mail) :

Téléphone :

Personnel du Fournisseur habilité à la signature des télécopies réponses
--

Nom du Fournisseur : _____

Nom du signataire autorisé :

Fonction :

Nom du signataire autorisé:

Fonction :

Nom du signataire autorisé:

Fonction :

<i>ANNEXE B2 : ADRESSES DE CORRESPONDANCE DE RTE</i>

- Pour application de l'article 4.2 (Rattachement à un Périmètre) :
Le Service Relations Clientèle du CNES
☎ + 33 (0)1 41 66 72 43
Télécopieur : +33 1 41 66 72 65 (et seulement en cas de difficultés de transmission avec le numéro précédent, +33 1 41 66 70 27)
Tous les Jours Ouvrés de huit Heures trente (8H30) à dix-huit Heures (18H00).
- Pour application de l'article 9.1 (programme de livraison) :
Le Service Economie et Equilibre du Système du CNES tous les jours ouvrés de 8h30 à 17h30
☎ + 33 1 41 66 72 29 ou 72 21 ou 72 25, télécopieur +33 1 41 66 72 30
ou Le Service Préparation Journalière du CNES tous les jours jusqu'à 20h30
☎ +33 1 41 66 70 40 ou 70 50, télécopie +33 1 41 66 70 71
- Pour application de l'article 12.1 (programme de livraison) et de l'article 13.1 (facturation) :
En cas de problème technique avec le courrier électronique sécurisé, un service d'assistance est à la disposition du Fournisseur 24h/24h au numéro suivant : + 33 1 58 79 50 50.
- Pour application de l'article 13.1 (Facturation et toute information relative à l'échange d'informations techniques) :
Le Service Economie et Equilibre du Système du CNES
☎ +33 1 41 66 72 06 ou 72 25, télécopieur +33 1 41 66 72 30
- Pour application de l'article 13.1 (facturation) :
RTE / Agence Comptable / Immeuble Le VERMONT
119 rue des Trois Fontanot /
F - 92024 Nanterre Cedex
☎ +33 1 49 01 37 94 ou 37 67, télécopieur : + 33 1 49 01 30 92



Convention Générale n° PE-01-2006- Version n° 1 - Date d'application : 1^{er} octobre 2006

- Pour tout autre échange d'information et envoi des remises d'offres aux consultations dans le cadre d'un fonctionnement dégradé de l'application e-Losses

Le Service Achat

☎ +33 1 44 45 36 69 ou 36 56 ou 36 58, télécopieur +33 1 44 45 36 74

Service d'assistance pour l'application e-Losses et pour la réception du programme via le courriel sécurisé

☎ +33 1 58 79 50 50

Personnel de RTE habilité à la signature des télécopies réponses
RTE
Nom du signataire : Pierre BORNARD Fonction : Directeur Général Adjoint – Direction Système Electrique
Nom du signataire : Alain CAVRET Fonction : Directeur Général Adjoint – Direction Finances
Nom du signataire: Brigitte PEYRON Fonction : Directeur Accès au Réseau
Nom du signataire: Olivier LAVOINE Fonction : Directeur Marché et Interconnexions
Nom du signataire: Jean VERSEILLE Fonction : Directeur Développement du Réseau

Les informations contenues dans l'Annexe B2 sont susceptibles d'évolutions sans toutefois entraîner de modification de la Convention Générale. En cas d'évolution, le Fournisseur sera informé selon les modalités de l'article 12.2, et la version à jour de l'annexe B2 sera disponible sur le Site Internet de RTE.



ANNEXE C : Transactions

Fonction du signataire - Signataire RTE

**OBJET : Achat d'énergie. Fax d'envoi des résultats de la consultation
organisée par RTE le JJ/MM/AAAA**

Date : JJ/MM/AAAA	Nombre de pages (celle-ci incluse) :
EXPEDITEUR : Bruno RATOUIS Service Achat	DESTINATAIRE : Destinataire du fax Nom du Fournisseur
Tél : 33 (0)1 44 45 36 69 Fax : 33 (0)1 44 45 36 74	Tél : . Fax : . <small>Si vous ne recevez pas toutes les pages, merci de nous en informer aussitôt.</small>

Madame, Monsieur,

Faisant suite à la consultation organisée par RTE, nous vous informons que nous avons retenu les offres indiquées dans le tableau ci-dessous. Nous vous remercions de nous retourner cette même page par fax signée par vos soins.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Documents de référence :
Convention Générale n° : PE-01-2006 – Version n°1 – Date d'application : 1 ^{er} octobre 2006 – Réf. Fournisseur :
Règlement de la consultation du DD/MM/YYYY

Nom du Fournisseur - JJ/MM/AA							
Caractéristiques de vos offres						Références des offres retenues	
Période	Produit	Puissance	Fract.	Cap	Prix/Prime/Fee	N° Offre	Référence contractuelle
		(MW)		€/MWh			
Période	Produit						N°RE-Date-[Référence Fournisseur]- Période-Produit

<u>RTE</u>	<u>Nom du Fournisseur</u>
Nom : Signataire RTE	Nom :
Fonction : Fonction du signataire	Fonction :
Date : JJ/MM/AAAA	Date :
Signature :	Signature :

RTE EDF TRANSPORT SA

Société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2 132 285 690 €
444 619 258 RCS Nanterre : Identifiant TVA : FR19444619258
DIRECTION SYSTEME ELECTRIQUE
ADRESSE: 1 terrasse Bellini. TSA 41000. 92919 La Défense Cedex
Tel 01 41 02 10 00 - Fax 01 41 02 26 69 SITE WEB : www.rte-france.com